



GROUPE DU BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

ENTENTE DE PRINCIPE AVEC LE BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Augmentations de salaire

En vigueur à compter du 21 septembre 2017	1,25 %
En vigueur à compter du 21 septembre 2018	2 %
En vigueur à compter du 21 septembre 2019	2 %
En vigueur à compter du 21 septembre 2020	2 %

Date d'expiration de la convention collective : 21 septembre 2021

Nouveau niveau de rémunération des adjoints de recherche

Le niveau BAJ a été supprimé, et le niveau BAW est maintenant le niveau de rémunération des adjoints de recherche.

Nouveau niveau de rémunération des conseillers principaux

Un nouveau niveau de rémunération comportant deux échelons a été créé à partir du niveau EC-8 de la fonction publique fédérale.

Autres changements

Période préélectorale : la période préélectorale est maintenant définie comme suit dans la convention collective : [traduction] « la période précédant une élection générale au sens du paragraphe 79.21(2) de la *Loi sur le Parlement du Canada* ».

Horaire flexible : le libellé a été modifié pour refléter la pratique actuelle. Les semaines courtes de l'horaire flexible peuvent être de moins de cinq jours, et les vendredis des semaines courtes peuvent être reportés, d'un commun accord, à un autre jour de la semaine ou à une autre semaine. De plus, afin de s'assurer qu'il peut s'acquitter de la nouvelle obligation statutaire relative à l'établissement des coûts des programmes électoraux, le BDPB peut modifier le calendrier annuel pour répondre à cette exigence opérationnelle.

Jour férié désigné payé : un jour supplémentaire lorsqu'une loi fédérale le proclame jour férié.

Congé payé pour obligations familiales : 7 heures sur 35 peuvent être utilisées pour un rendez-vous avec un conseiller juridique ou un parajuriste; le congé est accordé au cours de l'année d'acquisition des congés (auparavant l'année financière), et des congés supplémentaires peuvent être accordés dans des circonstances exceptionnelles.

Accumulation de crédits de congé annuel : la période de service auprès du bureau du directeur parlementaire du budget et de la Bibliothèque du Parlement est utilisée pour calculer les crédits de congé annuel.

Établissement du calendrier des congés annuels : le BDPB fera tous les efforts raisonnables pour accorder les congés annuels demandés par les fonctionnaires et pour établir le calendrier des congés annuels de façon équitable. Compte tenu du nouveau mandat du BDPB au cours d'une année préélectorale, un refus, un changement ou une annulation de congé est assujéti aux exigences opérationnelles.

Heures supplémentaires : Les heures supplémentaires sont maintenant calculées en fonction du travail effectué en sus des heures normales de travail. La disposition mentionne maintenant la période préélectorale. Un congé compensatoire peut être liquidé lorsqu'un plan a été présenté, mais que le fonctionnaire n'a pas été en mesure de le mettre en œuvre tel qu'il a été approuvé.

Congé de maternité : le congé et les indemnités de maternité demeurent inchangés.

Options pour le congé parental

- une seule période d'au plus trente-sept (37) semaines consécutives au cours de la période de cinquante-deux (52) semaines commençant le jour de la naissance de l'enfant ou le jour où l'enfant est confié au fonctionnaire (option standard).
- une seule période d'au plus soixante-trois (63) semaines consécutives au cours de la période de soixante-dix-huit (78) semaines commençant le jour de la naissance de l'enfant ou le jour où l'enfant est confié au fonctionnaire (option prolongée).

Remarque : les résidents du Québec ne sont pas admissibles à l'option prolongée.

Indemnités parentales

Option standard

- Lorsque le fonctionnaire est assujéti à un délai de carence avant et pour chaque semaine au cours de laquelle il reçoit des prestations parentales, de paternité ou d'adoption en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi* ou du Régime québécois d'assurance parentale, la différence entre le montant brut hebdomadaire des prestations et 93 % de son taux de rémunération hebdomadaire. Un fonctionnaire peut être admissible à des indemnités parentales supplémentaires au titre de la convention collective. Le maximum des prestations parentales combinées est de 57 semaines pour chaque congé de maternité et parental non payé.

Option prolongée

Remarque : l'indemnité parentale de l'option 2 est la même que celle de l'option 1, mais elle est répartie sur une plus longue période.

- Lorsque le fonctionnaire est assujéti à un délai de carence avant et pour chaque semaine au cours de laquelle il reçoit des prestations parentales ou d'adoption en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*, la différence entre le montant hebdomadaire brut des prestations et 55,8 % de son taux de rémunération hebdomadaire. Un fonctionnaire peut être admissible à des indemnités parentales supplémentaires au titre de la convention collective. Le maximum des prestations parentales combinées est de 86 semaines pour chaque congé de maternité et parental non payé.

Réaffectation ou congé liés à la maternité : une fonctionnaire enceinte ou allaitante peut demander une modification de tâches ou une réaffectation pendant la période allant du début de la grossesse à la fin de la 52^e semaine suivant la naissance de son enfant.

Congé de compassion et pour proches aidants : un fonctionnaire peut maintenant prendre un congé non payé pendant qu'il reçoit des prestations de compassion de l'assurance-emploi, des prestations pour proches aidants et des prestations pour proches aidants d'enfants.

Congé de sélection du personnel : un fonctionnaire peut demander un congé pour participer au processus de sélection relatif à un poste offert par un employeur parlementaire.

Congé non payé pour la réinstallation du conjoint : un fonctionnaire peut retourner à son poste d'attache si le congé de réinstallation est de moins d'un an et à un poste semblable de classification équivalente si le congé est d'au maximum trois ans.

Rendez-vous chez le médecin ou le dentiste : un fonctionnaire a toujours droit à un maximum de trois heures pour des rendez-vous chez le médecin ou le dentiste, mais les séries de rendez-vous nécessaires pour traiter un problème particulier sont maintenant déduites de ses crédits de congé de maladie.

Frais de scolarité : les barèmes ont été modifiés pour permettre « jusqu'à » un certain pourcentage.

Indemnité de départ : les dispositions désuètes concernant la démission et la retraite ont été supprimées de la convention collective.